**12e Session de la Conférence des Parties à la Convention sur les zones humides (Ramsar, Iran, 1971)**

**Punta del Este, Uruguay, 1er au 9 juin 2015**

**Résolution XII.1**

**Questions financières et budgétaires**

1. RAPPELANT les dispositions budgétaires établies par l’article 6, alinéas 5 et 6, de la Convention sur les zones humides;
2. RECONNAISSANT AVEC SATISFACTION que la majorité des Parties contractantes ont versé promptement leurs contributions au budget administratif de la Convention, mais CONSTATANT AVEC PRÉOCCUPATION que plusieurs Parties ont encore d’importants arriérés de contributions (COP12 DOC.15 Rev.1);
3. NOTANT AVEC GRATITUDE les contributions financières supplémentaires versées volontairement par nombre de Parties par le truchement de leur Autorité administrative Ramsar et d’autres agences, y compris plusieurs organismes d’aide au développement, ainsi que les contributions d’organisations non gouvernementales et du secteur privé destinées aux activités du Secrétariat, mais CONSTATANT AVEC INQUIÉTUDE la diminution continue de ces contributions volontaires;
4. RECONNAISSANT ÉGALEMENT AVEC GRATITUDE l’efficacité des services financiers et administratifs fournis au Secrétariat Ramsar par l’UICN, conformément à l’Accord de services conclu entre la Convention de Ramsar et l’UICN et révisé en 2009;
5. NOTANT que les Parties contractantes ont été tenues informées de la situation financière du Secrétariat de la Convention dans les rapports financiers annuels vérifiés pour les exercices 2011 à 2014 et les procès-verbaux des réunions du Comité permanent de 2012, 2013 et 2014;
6. CONSCIENTE de la nécessité de poursuivre le renforcement des partenariats financiers avec les organisations internationales et autres organismes concernés et de réfléchir à de nouvelles possibilités de financement par le biais de leurs mécanismes financiers;

LA CONFÉRENCE DES PARTIES CONTRACTANTES

1. PREND NOTE que depuis la 11e Session de la Conférence des Parties contractantes (COP11), en 2012, le Secrétariat a administré les fonds de la Convention avec prudence, efficacité et transparence.
2. EXPRIME SA RECONNAISSANCE aux Parties contractantes qui ont siégé au Sous-groupe sur les finances du Comité permanent durant la dernière période triennale et, en particulier, au Canada, qui en a assuré la présidence.
3. DÉCIDE que le mandat relatif à l’administration financière de la Convention, énoncé à l’annexe 3 de la Résolution 5.2 (1993), s’appliquera intégralement pour la période triennale 2016-2018.
4. DÉCIDE EN OUTRE que le Sous-groupe sur les finances, tel qu’établi par la Résolution VI.17, continuera de fonctionner sous les auspices du Comité permanent, en assumant les rôles et responsabilités énoncés dans ladite résolution.
5. NOTE que 115 000 CHF du fonds de réserve 2013- 2015 ont été utilisés pour parrainer des délégués éligibles et s’assurer que toutes les Parties pouvaient réellement participer à la COP12; et NOTE EN OUTRE que cette utilisation ne constitue pas un précédent pour la Convention et qu’elle est considérée comme une exception à la pratique habituelle qui s’explique par le climat économique mondial et la difficulté d’obtenir des contributions volontaires auprès des Parties contractantes et d’autres sources externes.
6. PRIE le Secrétaire général de poursuivre ses efforts et de solliciter des contributions externes de façon à rembourser les sommes puisées dans la réserve en raison de ces circonstances exceptionnelles, et de faire rapport lors des prochaines réunions du Sous-groupe sur les finances sur les progrès accomplis à cet égard; et PRIE EN OUTRE le Secrétaire général de faire en sorte que le parrainage de délégués pour la COP13 fasse l’objet d’une collecte de fonds prioritaire pour éviter une telle situation à l’avenir.
7. NOTE que le budget 2016-2018 comprend un élément administratif financé par les contributions des Parties contractantes, en partant du principe que le fonctionnement du Secrétariat ne connaîtra pas de changement fondamental sur la période 2016-2018, et un élément non administratif non financé, qui dépendra des contributions volontaires, et APPROUVE le budget combiné pour la période 2016-2018 tel qu’il figure à l’annexe 1 , pour permettre l’application du Plan stratégique de la Convention.

1. AUTORISE le Comité permanent, après consultation de son Sous-groupe sur les finances, à revoir les affectations budgétaires administratives d’un poste budgétaire à l’autre en fonction des fluctuations importantes, à la hausse ou à la baisse, durant la période concernée, des coûts, du taux d’inflation, des revenus d’intérêts ou d’impôts prévus au budget sans augmenter les contributions des Parties ou les charges payées à l’UICN au-dessus du maximum de 13% prévu au budget.
2. AUTORISE le Comité permanent, après consultation de son Sous-groupe sur les finances, à réviser les priorités et affectations budgétaires non administratives en fonction des contributions volontaires en faveur de ces activités que le Secrétariat aura réussi à obtenir.
3. DÉCIDE que la contribution de chaque Partie contractante au budget administratif (en dehors des Parties contractantes versant uniquement des contributions volontaires) devra être conforme au barème des quotes-parts applicable aux contributions versées par les États Membres au budget des Nations Unies, tel qu’approuvé par l’Assemblée générale des Nations Unies, lequel est appliqué à titre indicatif aux États membres versant uniquement des contributions volontaires, sauf pour les Parties contractantes dont les contributions annuelles au budget administratif de la Convention de Ramsar ne pourraient pas dépasser 1000 CHF une fois appliqué le barème des Nations Unies, auquel cas leur contribution annuelle sera de ce même montant.
4. PRIE INSTAMMENT toutes les Parties contractantes de s’acquitter promptement de leur contribution avant le 1er janvier de chaque année, ou dès que le cycle budgétaire des pays concernés le permettra.
5. EXHORTE les Parties contractantes ayant des arriérés de contributions à redoubler d’efforts pour les régler le plus rapidement possible afin de renforcer la viabilité financière de la Convention grâce aux contributions de toutes les Parties contractantes, et DEMANDE au Secrétariat de contacter les Parties contractantes ayant des arriérés de contributions supérieurs à trois ans afin d’étudier avec elles les possibilités offertes et les mesures à prendre pour remédier à cette situation et mettre en place un échéancier de paiements, et de rendre compte à chaque réunion du Comité permanent et à chaque session de la Conférence des Parties des activités entreprises en la matière et des résultats obtenus.
6. PREND NOTE AVEC PRÉOCCUPATION de la diminution continue des contributions volontaires des Parties contractantes; PRIE INSTAMMENT les Parties contractantes, entre autres, de chercher à inverser cette tendance afin de financer l’important élément non administratif du budget combiné 2016-2018; et ACCUEILLE AVEC SATISFACTION les contributions volontaires de quelque donateur que ce soit pour des activités ne figurant pas à l’annexe 3 mais qui soutiennent l’application du Plan stratégique Ramsar 2016-2024.
7. DEMANDE au Secrétariat de poursuivre l’élaboration de nouvelles approches et de nouveaux outils, y compris des initiatives « signature », selon que de besoin, pour obtenir un appui financier volontaire en faveur de projets prioritaires non encore financés, figurant à l’annexe 3.
8. RÉAFFIRME sa conviction que le Fonds de petites subventions de la Convention est très important pour la mise en œuvre de la Convention; et PRIE INSTAMMENT les Parties contractantes et autres de trouver 1 000 000 CHF au cours de la prochaine période triennale (annexe 3) pour garantir le fonctionnement efficace de ce programme.
9. DEMANDE au Comité permanent d’examiner le fonctionnement de ce programme durant la période triennale et de décider de manière définitive de la poursuite ou de la cessation du Fonds de petites subventions pour examen à la 13e Session de la Conférence des Parties contractantes.
10. EXPRIME SA RECONNAISSANCE aux Gouvernements de la Suisse et des États-Unis d’Amérique, ainsi qu’aux Fondations Danone et MAVA pour leurs contributions volontaires aux activités non administratives de la Convention; à savoir la Subvention suisse pour l’Afrique, Wetlands for the Future, la Journée mondiale des zones humides et le Réseau culturel Ramsar, respectivement.
11. RÉAFFIRME la décision prise à la COP11 (Résolution XI.2) selon laquelle le Fonds de réserve :
12. pare aux dépenses imprévues et inévitables;
13. absorbe les excédents (ou les déficits) du budget administratif;
14. s’établit à 6% au minimum et 15% au maximum du budget administratif annuel de la Convention;
15. est administré par le Secrétaire général avec l'approbation du Sous-groupe sur les finances établi par le Comité permanent.

1. DEMANDE au Secrétariat de tout mettre en œuvre pour que, sur la période triennale 2016-2018, le Fonds de réserve reste conforme au présent budget, de rendre compte une fois par an de la situation du Fonds au Comité permanent et de demander son accord au Sous-groupe sur les finances avant toute utilisation du Fonds.
2. APPROUVE le tableau relatif au personnel du Secrétariat en termes de nombre d’employés et de postes (conformément au groupe de fonctions des Ressources humaines de l’UICN) pour la prochaine période triennale, tels qu’ils figurent à l’annexe 4; et NOTE que tout changement apporté au nombre d’employés ou groupe de fonctions du personnel doit être discuté avec le Comité exécutif qui doit le valider.
3. DEMANDE au Secrétaire général de ne pas avoir régulièrement recours à des consultants pour accomplir les fonctions de base du Secrétariat, et que tous les consultants soient engagés à très court terme, pour des tâches précises jugées nécessaires pour l’application de la Convention; et DEMANDE EN OUTRE que tout engagement qui sort de cette pratique normale soit discuté avec le Comité exécutif.
4. PRIE le Secrétariat d’utiliser la liste des petits États insulaires en développement (PEID) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour décider de l’éligibilité d’un délégué pour que la Convention parraine son voyage, et de considérer que les PEID sont éligibles pour recevoir un tel soutien qu’ils soient ou non classés officiellement comme tels pour des motifs économiques dans la liste du Comité d’aide au développement (CAD) de l’OCDE.
5. DONNE INSTRUCTION au Secrétariat de s’assurer que la COP13 sera préparée de telle sorte que les négociations sur les projets de résolutions puissent commencer dès que possible et pas plus tard que l’après-midi du premier jour de la COP.
6. DONNE ENFIN INSTRUCTION au Secrétariat de tout mettre en œuvre pour que les projets de résolutions soient traduits dans toutes les langues officielles durant la COP13 pour permettre une participation pleine et entière de toutes les délégations.

**Annexe 1 Budget combiné pour la période 2016-2018**

**Annexe 2 Illustration des contributions au budget administratif par les Parties contractantes pour la période 2016-2018**

**Annexe 3 Analyse des dépenses inscrites au budget non administratif 2016-2018, par ordre de priorité**

**Annexe 4 Personnel du Secrétariat approuvé (budget administratif) pour la période 2016-2018**

**Annexe 1**

**Budget combiné pour la période 2016-2018**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Budget combiné 2016-2018** | **2016** | **2017** | **2018** |
| En milliers de CHF | **Budget admin.** | **Budget non admin.** | **Budget admin.** | **Budget non admin** | **Budget admin.** | **Budget non admin.** |
| **REVENU** |  |  |  |  |  |  |
| Contributions des Parties | *3 779* |  | *3 779* |  | *3 779* |  |
| Contributions volontaires | *1 065* |  | *1 065* |  | *1 065* |  |
| Impôts | *225* |  | *225* |  | *225* |  |
| Revenus d'intérêts | *12* |  | *12* |  | *12* |  |
| **REVENU TOTAL** | **5 081** |  | **5 081** |  | **5 081** |  |
|   |   |  |   |  |   |  |
| **DÉPENSES** |   |  |   |  |   |  |
| A. Cadres supérieurs du Secrétariat | 798 |  | 798 |  | 798 |  |
| B. Coordination des partenariats | 250 |  | 250 |  | 250 |  |
| C. Conseillers régionaux et appui | 1 342 |  | 1 342 |  | 1 342 |  |
| D. Appui aux Initiatives régionales | 120 |  | 120 |  | 120 |  |
| E. Services scientifiques et techniques | 212 |  | 212 |  | 212 |  |
| F. Communication | 569 |  | 569 |  | 569 |  |
| G. Administration/SISR/Web | 896 |  | 896 |  | 896 |  |
| H. Coûts de fonctionnement | 95 |  | 95 |  | 95 |  |
| I. Services au Comité permanent | 150 |  | 150 |  | 150 |  |
| J. Coûts des services administratifs de l'UICN (maximum) | 540 |  | 540 |  | 540 |  |
| K. Provisions, Services juridiques | 110 |  | 110 |  | 110 |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
| 1. Missions consultatives Ramsar |  | 200 |  | 200 |  | 200 |
| 2. Programme du GEST 2016-2018 |  | 100 |  | 100 |  | 100 |
| 3. SISR, gestion de l'information et informatique (site web) |  | 58 |  | 58 |  | 59 |
| 4. Réunions régionales pré-COP13 |  | 217 |  | 217 |  | 216 |
| 5. Parrainage COP13 (2018) (délégués admissibles) |  | 200 |  | 200 |  | 200 |
| 6. Traductions en arabe |  | 83 |  | 83 |  | 84 |
| 7. Fonds de petites subventions |  | 333 |  | 333 |  | 334 |
| 8. Réseaux d’Initiatives régionales et Centres régionaux |  | 50 |  | 50 |  | 50 |
| 9. Programme de CESP (2016-2021) |  | 100 |  | 100 |  | 100 |
| 10. Système en ligne pour les Rapports nationaux |  | 58 |  | 58 |  | 59 |
|  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL DES DÉPENSES** | **5 081** | **1399** | **5 081** | **1399** | **5 081** | **1402** |
|   |   |  |   |  |   |  |
| **TOTAL DES COÛTS SALARIAUX – salaires et traitements** | **3 429** |  | **3 429** |  | **3 429** |  |
|   | 67% |  | 67% |  | 67% |  |
| **TOTAL DES FRAIS DE DÉPLACEMENT** | **155** |  | **155** |  | **155** |  |
|  | **3%** |  | **3%** |  | **3%** |  |

**Annexe 2: Illustration des contributions au budget administratif par les Parties contractantes pour la période 2016-2018**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Base des estimations :** |   |   |   |
| **Membres au 1er janvier 2015** | **Contribution au budget admin. 2016** | **Contribution au budget admin. 2017** | **Contribution au budget admin. 2018** |
| **Barème 2015 des contributions de l'ONU\*** | **CHF** | **CHF** | **CHF** |
| **Afrique du Sud** |  18 154  |  18 154  |  18 154  |
| **Albanie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Algérie** |  6 686  |  6 686  |  6 686  |
| **Allemagne** |  348 492  |  348 492  |  348 492  |
| **Andorre** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Antigua-et-Barbuda** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Argentine** |  21 082  |  21 082  |  21 082  |
| **Arménie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Australie** |  101 215  |  101 215  |  101 215  |
| **Autriche** |  38 944  |  38 944  |  38 944  |
| **Azerbaïdjan** |  1 952  |  1 952  |  1 952  |
| **Bahamas** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Bahreïn** |  1 903  |  1 903  |  1 903  |
| **Bangladesh** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Barbade** |  1000  |  1000  |  1000  |
| **Bélarus** |  2 733  |  2 733  |  2 733  |
| **Belgique** |  48 704  |  48 704  |  48 704  |
| **Belize** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Bénin** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Bhoutan** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Bolivie** |  1000  |  1000  |  1000  |
| **Bosnie-Herzégovine** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Botswana** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Brésil** |  143 184  |  143 184  |  143 184  |
| **Bulgarie** |  2294  |  2294  |  2294  |
| **Burkina Faso** |  1000  |  1000  |  1000  |
| **Burundi** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Cambodge** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Cameroun** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Canada** |  145 624  |  145 624  |  145 624  |
| **Cap-Vert** |  1000  |  1000  |  1000  |
| **Chili** |  16 300  |  16 300  |  16 300  |
| **Chine** |  251 231  |  251 231  |  251 231  |
| **Chypre** |  2294  |  2294  |  2294  |
| **Colombie** |  12 640  |  12 640  |  12 640  |
| **Comores** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Congo** |  1000  |  1000  |  1000  |
| **Costa Rica** |  1 854  |  1 854  |  1 854  |
| **Côte d'Ivoire** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Croatie** |  6 149  |  6 149  |  6 149  |
| **Cuba** |  3367  |  3367  |  3367  |
| **Danemark** |  32 941  |  32 941  |  32 941  |

\* Le barème révisé de l’ONU sera appliqué dès qu’il sera disponible.

\*\* Comme précédemment, 22% du montant total des contributions des Parties.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Base des estimations :** |   |   |   |
| **Membres au 1er janvier 2015** | **Contribution au budget admin. 2016** | **Contribution au budget admin. 2017** | **Contribution au budget admin. 2018** |
| **Barème 2015 des contributions de l'ONU\*** | **CHF** | **CHF** | **CHF** |
| **Dép. dém. du Congo** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Djibouti** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Égypte** |  6 539  |  6 539  |  6 539  |
| **El Salvador** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Émirats arabes unis** |  29 037  |  29 037  |  29 037  |
| **Équateur** |  2 147  |  2 147  |  2 147  |
| **Espagne** |  145 087  |  145 087  |  145 087  |
| **Estonie** |  1 952  |  1 952  |  1 952  |
| **Ex-Rép. yougoslave de Macédoine** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Fédération de Russie** |  118 978  |  118 978  |  118 978  |
| **Fidji** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Finlande** |  25 328  |  25 328  |  25 328  |
| **France** |  272 947  |  272 947  |  272 947  |
| **Gabon** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Gambie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Géorgie** |  1000  |  1000  |  1000  |
| **Ghana** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Grèce** |  31 135  |  31 135  |  31 135  |
| **Grenade** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Guatemala** |  1 318  |  1 318  |  1 318  |
| **Guinée** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Guinée équatoriale** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Guinée-Bissau** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Honduras** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Hongrie** |  12 981  |  12 981  |  12 981  |
| **Îles Marshall** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Inde** |  32 502  |  32 502  |  32 502  |
| **Indonésie** |  16 885  |  16 885  |  16 885  |
| **Iran (Rép. islamique d')** |  17 373  |  17 373  |  17 373  |
| **Iraq** |  3 319  |  3 319  |  3 319  |
| **Irlande** |  20 399  |  20 399  |  20 399  |
| **Islande** |  1 318  |  1 318  |  1 318  |
| **Israël** |  19 325  |  19 325  |  19 325  |
| **Italie** |  217 069  |  217 069  |  217 069  |
| **Jamaïque** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Japon** |  528 668  |  528 668  |  528 668  |
| **Jordanie** |  1 074  |  1 074  |  1 074  |
| **Kazakhstan** |  5 905  |  5 905  |  5 905  |
| **Kenya** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Kiribati** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Lesotho** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Lettonie** |  2 294  |  2 294  |  2 294  |
| **Liban** |  2 050  |  2 050  |  2 050  |
| **Libéria** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |

\* Le barème révisé de l’ONU sera appliqué dès qu’il sera disponible.

\*\* Comme précédemment, 22% du montant total des contributions des Parties.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Base des estimations :** |   |   |   |
| **Membres au 1er janvier 2015** | **Contribution au budget admin. 2016** | **Contribution au budget admin. 2017** | **Contribution au budget admin. 2018** |
| **Barème 2015 des contributions de l'ONU\*** | **CHF** | **CHF** | **CHF** |
| **Libye** |  6 930  |  6 930  |  6 930  |
| **Liechtenstein** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Lituanie** |  3 563  |  3 563  |  3 563  |
| **Luxembourg** |  3 953  |  3 953  |  3 953  |
| **Madagascar** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Malaisie** |  13 713  |  13 713  |  13 713  |
| **Malawi** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Mali** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Malte** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Maroc** |  3 026  |  3 026  |  3 026  |
| **Maurice** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Mauritanie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Mexique** |  89 893  |  89 893  |  89 893  |
| **Monaco** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Mongolie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Monténégro** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Mozambique** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Myanmar** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Namibie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Népal** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Nicaragua** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Niger** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Nigéria** |  4 392  |  4 392  |  4 392  |
| **Norvège** |  41 530  |  41 530  |  41 530  |
| **Nouvelle-Zélande** |  12 347  |  12 347  |  12 347  |
| **Oman (Sultanat d')** |  4 978  |  4 978  |  4 978  |
| **Ouganda** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Ouzbékistan** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Pakistan** |  4 148  |  4 148  |  4 148  |
| **Palaos** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Panama** |  1 269  |  1 269  |  1 269  |
| **Papouasie-Nouvelle-Guinée** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Paraguay** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Pays-Bas** |  80 718  |  80 718  |  80 718  |
| **Pérou** |  5 710  |  5 710  |  5 710  |
| **Philippines** |  7 515  |  7 515  |  7 515  |
| **Pologne** |  44 946  |  44 946  |  44 946  |
| **Portugal** |  23 132  |  23 132  |  23 132  |
| **Rép. arabe de Syrie** |  1 757  |  1 757  |  1 757  |
| **Rép. de Corée** |  97 310  |  97 310  |  97 310  |
| **Rép. de Moldavie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Rép. dém. pop. lao** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Rép. dominicaine** |  2 196  |  2 196  |  2 196  |

\* Le barème révisé de l’ONU sera appliqué dès qu’il sera disponible.

\*\* Comme précédemment, 22% du montant total des contributions des Parties.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Base des estimations :** |   |   |   |
| **Membres au 1er janvier 2015** | **Contribution au budget admin. 2016** | **Contribution au budget admin. 2017** | **Contribution au budget admin. 2018** |
| **Barème 2015 des contributions de l'ONU\*** | **CHF** | **CHF** | **CHF** |
| **Rép. kirghize** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Rép.-Unie de Tanzanie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **République centrafricaine** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **République tchèque** |  18 837  |  18 837  |  18 837  |
| **Roumanie** |  11 029  |  11 029  |  11 029  |
| **Royaume-Uni** |  252 743  |  252 743  |  252 743  |
| **Rwanda** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Sainte-Lucie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Samoa** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Sao Tomé-et-Principe** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Sénégal** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Serbie** |  1 952  |  1 952  |  1 952  |
| **Seychelles** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Sierra Leone** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Slovaquie** |  8 345  |  8 345  |  8 345  |
| **Slovénie** |  4 880  |  4 880  |  4 880  |
| **Soudan** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Sri Lanka** |  1 220  |  1 220  |  1 220  |
| **Sud Soudan (Rép. du)** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Suède** |  46 850  |  46 850  |  46 850  |
| **Suisse** |  51 095  |  51 095  |  51 095  |
| **Surinam** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Swaziland (Royaume du)** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Tadjikistan** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Tchad** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Thaïlande** |  11 664  |  11 664  |  11 664  |
| **Togo** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Trinité-et-Tobago** |  2 147  |  2 147  |  2 147  |
| **Tunisie** |  1 757  |  1 757  |  1 757  |
| **Turkménistan** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Turquie** |  64 809  |  64 809  |  64 809  |
| **Ukraine** |  4 831  |  4 831  |  4 831  |
| **Uruguay** |  2 538  |  2 538  |  2 538  |
| **Venezuela** |  30 599  |  30 599  |  30 599  |
| **Viet Nam** |  2 050  |  2 050  |  2 050  |
| **Yémen** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Zambie** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Zimbabwe** |  1 000  |  1 000  |  1 000  |
| **Total** |  **3 778 744**  |  **3 778 744**  |  **3 778 744**  |
| **Autres contributions** |   |   |   |
| **États-Unis d'Amérique\*\*** |  1 065 799  |  1 065 799  |  1 065 799  |
|  |   |   |   |
| **Total général** | **4 844 543** | **4 844 543** | **4 844 543** |
|  |  |  |  |

\* Le barème révisé de l’ONU sera appliqué dès qu’il sera disponible.

\*\* Comme précédemment, 22% du montant total des contributions des Parties

**Annexe 3**

**Analyse des dépenses inscrites au budget non administratif 2016-2018, par ordre de priorité**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **BUDGET NON ADMINISTRATIF 2016-2018** | **Financement nécessaire sur trois ans (en CHF)** |
| **1** | Missions consultatives Ramsar à l’intention des Parties ayant demandé une assistance | 600 000 |
| **2** | Appui en faveur du Programme de travail 2016-2018 du GEST | 300 000 |
| **3** | Poursuite du développement du SISR, des services informatiques (site web) et du système de gestion de l’information | 175 000 |
| **4** | Réunions régionales précédant la COP13 (soutien aux délégués et prise en charge des dépenses liées aux réunions préparatoires) | 650 000 |
| **5** | Parrainage des délégués admissibles à la COP13 (2018) | 600 000 |
| **6** | Introduction de la langue arabe et appui à la traduction | 250 000 |
| **7** | Fonds de petites subventions aux fins de la protection et de l’utilisation rationnelle des zones humides | 1 000 000 |
| **8** | Appui aux Réseaux d’initiatives régionales et aux Centres régionaux (activités prioritaires) | 150 000 |
| **9** | Programme de CESP de la Convention (2016-2021), hormis la Journée mondiale des zones humides | 300 000 |
| **10** | Système en ligne pour les Rapports nationaux et élaboration d’indicateurs | 175 000 |
|  | **TOTAL** | **4 200 000** |

**Annexe 4
Personnel du Secrétariat approuvé (budget administratif) pour la période 2016-2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Équipe** | **2015** | **2016** | **2017** | **2018** |
| ASMT | S, M2, P1 | S, M2, P1 | S, M2, P1 | S, M2, P1 |
| BPART | M1 | M1 | M1 | M1 |
| CREGS | M1 (4), P1, stagiaires (4) | M1 (4), P1, stagiaires (4) | M1 (4), P1, stagiaires (4) | M1 (4), P1, stagiaires (4) |
| ESTRP | P1 | P1 | P1 | P1 |
| FCOMM | M1, P2, P1 | M1, P2, P1 | M1, P2, P1 | M1, P2, P1 |
| GADMI | P2, P1, A3 (3) | P2, P1, A3 (3) | P2, P1, A3 (3) | P2, P1, A3 (3) |

\*Nombre et postes des membres du personnel en 2015 (selon le groupe de fonction des Ressources humaines de l’UICN) donné à titre de référence

\*\***Team** fait référence aux catégories de dépenses énumérées dans l’annexe 1 : Cadres supérieurs du Secrétariat (ASMGT); Coordonnateur des partenariats (BPART); Appui et avis régionaux (CREGS); Services scientifiques et techniques (ESTRP); Communication (FCOMM); Administration/SISR/web (GADMI)